

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Charles-Élie Barrette, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité d'Oka pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 25 avril 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité d'Oka

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers (ci-après les « états financiers ») de la Municipalité d'Oka (ci-après « la municipalité ») qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité d'Oka au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A113000
Municipalité d'Oka, 25 avril 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	5 507 534	5 575 932	5 523 865
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 036 557	1 041 377	1 038 620
Quotes-parts	3			
Transferts	4	283 071	746 470	1 811 784
Services rendus	5	338 670	406 971	337 141
Imposition de droits	6	237 900	550 845	368 689
Amendes et pénalités	7	144 100	143 809	221 784
Revenus de placements de portefeuille	8			991
Autres revenus d'intérêts	9	34 280	33 115	37 494
Autres revenus	10	457 200	519 322	581 134
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 039 312	9 017 841	9 921 502
Charges				
Administration générale	14	1 593 547	1 721 192	1 547 004
Sécurité publique	15	1 271 648	1 394 907	1 334 064
Transport	16	1 940 499	2 433 554	2 357 105
Hygiène du milieu	17	1 394 253	1 822 319	1 805 522
Santé et bien-être	18	37 637	35 344	39 282
Aménagement, urbanisme et développement	19	289 036	283 268	412 312
Loisirs et culture	20	877 092	1 023 076	880 949
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	141 343	132 091	151 791
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 545 055	8 845 751	8 528 029
Excédent (déficit) de l'exercice	25	494 257	172 090	1 393 473
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		20 611 404	19 217 931
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		20 611 404	19 217 931
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		20 783 494	20 611 404

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 398 676	1 940 617
Débiteurs (note 5)	2	1 563 842	1 501 804
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 962 518	3 442 421
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 510 305	1 621 315
Revenus reportés (note 12)	12	46 678	448 804
Dette à long terme (note 13)	13	6 435 128	5 227 912
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 992 111	7 298 031
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 029 593)	(3 855 610)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 788 556	24 447 031
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	24 531	19 983
	23	24 813 087	24 467 014
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	20 783 494	20 611 404

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	494 257	172 090	1 393 473
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	1 593 122)(	3 396 832)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 251 597	1 294 261
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			346
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(341 525)	(2 102 225)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(4 548)	(19 983)
	13		(4 548)	(19 983)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			12
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	494 257	(173 983)	(728 723)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 855 610)	(3 126 887)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 855 610)	(3 126 887)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 029 593)	(3 855 610)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	172 090	1 393 473
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 251 597	1 294 261
Autres			
▪ Gain sur cession d'actif	3		(2 200)
▪ Réduction valeur prop dest rev	4		346
	5	1 423 687	2 685 880
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(62 038)	484 224
Autres actifs financiers	7		155 000
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(111 010)	(59 951)
Revenus reportés	9	(402 126)	310 885
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(4 548)	(19 983)
	14	843 965	3 556 055
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(1 593 122)	(3 396 832)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(1 593 122)	(3 396 832)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	979
Cession	23		36 771
	24		35 792
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 741 270	
Remboursement de la dette à long terme	26	(540 270)	(571 600)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	6 216	493
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	1 207 216	(571 107)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	458 059	(376 092)
Solde déjà établi	33	1 940 617	2 316 709
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	1 940 617	2 316 709
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	2 398 676	1 940 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est une corporation constituée selon le décret 950-99 du Gouvernement du Québec adopté le 25 août 1999 en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale et régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	variant entre 5 et 40 ans
Bâtiments	variant entre 10 et 40 ans
Véhicules	variant entre 10 et 25 ans
Ameublement et équipement de bureau	variant entre 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	variant entre 5 et 20 ans
Autres	variant entre 5 et 10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les services futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Appariement fiscal pour revenus de transfert

Pour l'aide financière versée et financée à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 211 178	1 791 633
Découvert bancaire	2 (	)(	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	187 498	148 984
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 398 676	1 940 617
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	187 498	148 984
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	227 410	91 648
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	4 287	4 377
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 186 317	1 297 531
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	78 849	53 577
Organismes municipaux	15	33 821	10 116
Autres			
▪ Autres	16	33 158	44 555
▪	17		
	18	1 563 842	1 501 804
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	659 777	888 092
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	659 777	888 092
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	94 821	83 876

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	88 202
Autres régimes (REER et autres)	41	96 799
Régimes de retraite des élus municipaux	42	20 998
	43	24 061
	109 200	120 860

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 800 000 \$ au taux préférentiel de 2.45% (2.45% au 31 décembre 2020) pour financer les dépenses de fonctionnement courantes. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement. Elle était inutilisée au 31 décembre 2021.

La Municipalité dispose également de prêts à terme consentis dans le cadre de règlements d'emprunt. Ces prêts ont été autorisés pour un montant total de 12 530 118 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2021, ces prêts étaient inutilisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	794 163	853 693
Salaires et avantages sociaux	48	308 178	277 395
Dépôts et retenues de garantie	49	352 542	440 459
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	14 128	12 686
▪ Gouvernement du Québec	52	72	6 074
▪ Intérêts courus	53	41 222	31 008
▪	54		
▪	55		
	56	1 510 305	1 621 315

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	20 551	8 690
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	11 982	35 350
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Autres	69	14 145	404 764
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	46 678	448 804

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	3,57	2023	2026	77	6 451 500	5 250 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	6 451 500	5 250 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(16 372)	(22 588)
					87	6 435 128	5 227 912

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		439 400			439 400
2023	89		1 997 600			1 997 600
2024	90		1 811 700			1 811 700
2025	91		477 000			477 000
2026	92		1 725 800			1 725 800
2027 et plus	93					
	94		6 451 500			6 451 500
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		6 451 500			6 451 500

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	7 502 070		1 153 157	6 348 913
Eaux usées	105	7 969 009	15 003	1 240 060	6 743 952
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	10 296 523	550 765	829 869	10 017 419
Autres					
▪ Autres	107	3 469 008	530 387	152 509	3 846 886
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	5 035 322	32 814	359 480	4 708 656
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	1 555 741	50 420		1 606 161
Ameublement et équipement de bureau	113	256 176	44 785	24 567	276 394
Machinerie, outillage et équipement divers	114	803 782	175 875	35 042	944 615
Terrains	115	2 822 361	34 455		2 856 816
Autres	116	89 047	3 520		92 567
	117	39 799 039	1 438 024	3 794 684	37 442 379
Immobilisations en cours	118	548 473	155 098		703 571
	119	40 347 512	1 593 122	3 794 684	38 145 950
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	3 064 085	162 185	1 153 157	2 073 113
Eaux usées	121	4 795 643	194 251	1 240 060	3 749 834
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	4 075 701	400 650	829 869	3 646 482
Autres					
▪ Autres	123	1 363 740	129 322	152 509	1 340 553
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	1 724 023	142 469	359 480	1 507 012
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	335 940	96 398		432 338
Ameublement et équipement de bureau	129	122 379	36 337	24 567	134 149
Machinerie, outillage et équipement divers	130	374 868	80 448	35 042	420 274
Autres	131	44 102	9 537		53 639
	132	15 900 481	1 251 597	3 794 684	13 357 394
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	24 447 031			24 788 556
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	(	)	(	)
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	154	72
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪ Autres	157	24 459
▪	158	19 983
	159	24 531
	24 531	19 983

Note

19. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 939 681 \$. Les paiements minimums exigibles estimatifs pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2022	-	1 360 214 \$
2023	-	937 862 \$
2024	-	934 226 \$
2025	-	958 284 \$
2026	-	1 039 679 \$

20. Droits contractuels

La municipalité a signé divers contrats de location en vertu de baux se terminant entre 2021 et 2051 pour un montant total de 685 806 \$. Les revenus minimums encaissables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2022	-	46 854 \$
2023	-	36 601 \$
2024	-	36 910 \$
2025	-	28 465 \$
2026	-	28 611 \$

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 2 601 712 \$ pour des travaux. La municipalité doit conserver un niveau d'investissement minimum de 1 438 750 \$ sur 5 ans. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, une somme de 7 349 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Municipalité fait l'objet d'une poursuite dans une action de dommages et intérêts au montant d'environ 8 100 000 \$. De l'avis de la direction de la Municipalité, cette réclamation bénéficie d'une couverture d'assurances adéquate en ce qui concerne les frais d'avocats encourus pour la défense ou, si tel n'était pas le cas, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Municipalité. Tout paiement excédant

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

la couverture d'assurance pouvant résulter de ces éventualités serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours. Au 31 décembre 2021, à l'état de la situation financière, la Municipalité n'a comptabilisé aucune provision puisque les procédures ne font que débutées. De plus, advenant que la cour déclare la Municipalité coupable d'expropriation dans ce dossier, elle pourrait se voir obliger d'acquérir les terrains visés par la requête au coût établi par le jugement et la Municipalité devra contracter un emprunt pour financer cette acquisition. Advenant que la Municipalité soit déclarée non-coupable, aucune somme supplémentaire à verser n'est à prévoir.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes					
Compensations tenant lieu de taxes	5 507 534	5 575 932		5 575 932	5 523 865
Quotes-parts	1 036 557	1 041 377		1 041 377	1 038 620
Transferts					
Services rendus	283 071	393 599		393 599	842 480
Imposition de droits	338 670	406 971		406 971	337 141
Amendes et pénalités	237 900	550 845		550 845	368 689
Revenus de placements de portefeuille	144 100	143 809		143 809	221 784
Autres revenus d'intérêts					991
Autres revenus	34 280	33 115		33 115	37 494
Effet net des opérations de restructuration	457 200	424 345		424 345	562 744
	8 039 312	8 569 993		8 569 993	8 933 808
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts					
Imposition de droits		352 871		352 871	969 304
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres		94 977		94 977	18 390
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
Effet net des opérations de restructuration					
	447 848	447 848		447 848	987 694
	8 039 312	9 017 841		9 017 841	9 921 502
Charges					
Administration générale	1 593 547	1 667 284	53 908	1 721 192	1 547 004
Sécurité publique	1 271 648	1 292 979	101 928	1 394 907	1 334 064
Transport	1 940 499	1 950 700	482 854	2 433 554	2 357 105
Hygiène du milieu	1 394 253	1 428 288	394 031	1 822 319	1 805 522
Santé et bien-être	37 637	35 344		35 344	39 282
Aménagement, urbanisme et développement	289 036	274 526	8 742	283 268	412 312
Loisirs et culture	877 092	812 942	210 134	1 023 076	880 949
Réseau d'électricité					
Frais de financement	141 343	132 091		132 091	151 791
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés			1 251 597	1 251 597	
	7 545 055	8 845 751		8 845 751	8 528 029
	494 257	172 090		172 090	1 393 473
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	494 257	172 090	1 393 473
Moins : revenus d'investissement	2 (	) (	447 848) (	987 694)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	494 257	(275 758)	405 779
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 251 597	1 294 261
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			346
	8		1 251 597	1 294 607
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			155 000
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			155 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	288 352) (	287 086) (	329 655)
	18	(288 352)	(287 086)	(329 655)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	243 500) (	251 997) (	249 856)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	107 171	125 996	66 972
Excédent de fonctionnement affecté	21	59 599	148 165	21 335
Réserves financières et fonds réservés	22	(129 175)	(123 729)	(69 273)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(1 266)	(4 951)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(205 905)	(102 831)	(235 773)
	26	(494 257)	861 680	884 179
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		585 922	1 289 958

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	447 848	987 694
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(13 845)	(516 355)
Sécurité publique	3	(78 780)	(4 295)
Transport	4	(738 624)	(1 715 010)
Hygiène du milieu	5	(150 201)	(935 794)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(828)	(42 034)
Loisirs et culture	8	(612 500)	(183 344)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(1 593 122)	(3 396 832)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 741 270	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	251 997	249 856
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	359 563	150 487
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	35 720	147 748
	19	647 280	548 091
	20	795 428	(2 848 741)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 243 276	(1 861 047)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 261 255	2 302 129	2 165 228
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	461 968	441 964	435 200
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	104 500	88 129	117 911
Autres biens et services	8	4 186 317	4 265 572	3 878 832
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	127 021	117 973	126 945
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	14 322	14 118	24 846
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	283 692	270 751	250 726
Transferts	15			
Autres	16	2 180	2 154	
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	1 000	1 018	997
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 251 597	1 294 261
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances douteuses et irrécouv	21	10 500	11 046	12 132
▪ Autres	22	92 300	79 300	220 951
▪	23			
	24	7 545 055	8 845 751	8 528 029

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 507 797	1 628 752
Excédent de fonctionnement affecté	2	408 383	246 605
Réserves financières et fonds réservés	3	282 403	215 760
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	287 384)	338 849)
Financement des investissements en cours	5	(418 138)	(1 569 286)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	19 290 433	20 428 422
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	20 783 494	20 611 404
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 507 797	1 628 752
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 507 797	1 628 752
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dette S.Q. (98-1)	12	21 691	41 560
▪ Elite Sportive	13	2 100	2 800
▪ Étangs	14	37 915	33 313
▪ Budget subséquent	15		107 170
▪ Inondation 2017	16	41 677	61 762
▪ Rénovation mairie	17	305 000	
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	408 383	246 605
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	408 383	246 605

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Évaluateur	27	107 906	53 910
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	107 906	53 910
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	172 526	135 009
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	1 971	26 841
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	174 497	161 850
	48	282 403	215 760

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	)(
Assainissement des sites contaminés	56 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	)(
Autres	58 (	(6 216) (
		(4 951))
	59 (	)(
	60 (	)(
	61 (	(6 216) (
		(4 951))
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
	66 (	)(
	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪ Financement des act. de fonct.	73 (	293 600) (
▪	74 (	)(
	75 (	293 600) (
		343 800))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement		
liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
	80	
	81	
	82 (	287 384) (
		338 849))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	177 272	102 845
Investissements à financer	84 (	595 410)(	1 672 131)
	85	(418 138)	(1 569 286)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	24 788 556	24 447 031
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	24 788 556	24 447 031
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	24 788 556	24 447 031
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	6 435 128)(	5 227 912)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	16 372)(	22 588)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	659 777	888 092
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	293 600	343 799
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99 (	5 498 123)(	4 018 609)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	)
	101 (	5 498 123)(	4 018 609)
	102	19 290 433	20 428 422

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés

1

Régimes supplémentaires de retraite

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite

53

Autres avantages sociaux futurs

54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Les coûts du régime de retraite sont imputés aux dépenses au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	88 202	96 799
	112	88 202	96 799

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	4 830	5 723
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	16 280	19 286
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	4 718	4 775
	123	20 998	24 061
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 173 697	4 204 852	4 177 939
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	210 074	213 042	210 502
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 383 771	4 417 894	4 388 441
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	462 242	492 594	443 509
Égout	13	214 431	215 300	207 768
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	308 193	311 513	308 903
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000	28 490	27 374
Service de la dette	20	108 897	110 141	147 870
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 123 763	1 158 038	1 135 424
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 123 763	1 158 038	1 135 424
	29	5 507 534	5 575 932	5 523 865

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	96 728	96 728	96 728
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31		277	231
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	10 287	10 290	8 890
	34	107 015	107 295	105 849
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	3 024	3 258	3 238
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	67 069	72 260	71 805
	38	70 093	75 518	75 043
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	177 108	182 813	180 892
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	720 079	719 194	720 080
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	139 370	139 370	137 648
Taxes d'affaires	46			
	47	859 449	858 564	857 728
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 036 557	1 041 377	1 038 620

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57		2 214	
Sécurité civile	58			125 577
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60			
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			12 421
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		17 089	
Réseau de distribution de l'eau potable	71	5 734	5 733	11 303
Traitement des eaux usées	72	24 828	24 829	29 785
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	45 000	53 076	58 692
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84		921	5 871
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87		6 382	
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	10 009	43 301	24 498
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	10 270	23 152	19 271
Autres	91	41 090	53 919	
Réseau d'électricité	92			
	93	136 931	230 616	287 418

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			7 793
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99		70 878	935 456
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			23 579
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		7 349	
Réseau de distribution de l'eau potable	110			
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128	271 123	2 476
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130	3 521	
Réseau d'électricité	131		
	132	352 871	969 304

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	100 000	116 843	113 868
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141	46 140	46 140	47 935
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			393 259
	144	146 140	162 983	555 062
TOTAL DES TRANSFERTS	145	283 071	746 470	1 811 784

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	146		
Évaluation	147		
Autres	148	1 450	
	149	1 450	
Sécurité publique			
Police	150		
Sécurité incendie	151	10 000	10 643
Sécurité civile	152		14 303
Autres	153		
	154	10 000	14 303
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	155		
Enlèvement de la neige	156	2 085	1 950
Autres	157	27 088	
Transport collectif	158		
Autres	159		
	160	2 085	1 950
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		
Réseau de distribution de l'eau potable	162		
Traitement des eaux usées	163		
Réseaux d'égout	164		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	165		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	166		
Tri et conditionnement	167		
Autres	168		
Autres	169	116	
Cours d'eau	170		
Protection de l'environnement	171		
Autres	172		
	173	116	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	12 085	39 297	16 253

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	48 510	49 306	45 583
	191	48 510	49 306	45 583
Sécurité publique				
Police	192	108 100	117 331	107 641
Sécurité incendie	193	5 000	21 055	11 470
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	113 100	138 386	119 111
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	2 500	10 097	3 565
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	2 500	10 097	3 565
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206	250	440	485
Réseau de distribution de l'eau potable	207	28 000	15 040	32 347
Traitement des eaux usées	208	48 800	62 361	55 780
Réseaux d'égout	209	650	811	650
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	1 500	4 400	2 800
Matières recyclables	211	1 500	3 430	2 100
Autres	212	1 000	3 204	1 891
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			9 944
Autres	215			
	216	81 700	89 686	105 997

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	5 000	15 125	5 625
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223		62	27
Autres	224			
	225	5 000	15 187	5 652
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	75 775	62 595	40 241
Activités culturelles				
Bibliothèques	227		(8)	739
Autres	228		2 425	
	229	75 775	65 012	40 980
Réseau d'électricité				
	230			
	231	326 585	367 674	320 888
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	338 670	406 971	337 141

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	15 400	36 585	20 492
Droits de mutation immobilière	234	222 500	514 260	348 197
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	237 900	550 845	368 689
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	144 100	143 809	221 784
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			991
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	34 280	33 115	37 494
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			143 701
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			2 200
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248	420 000	398 178	400 724
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	37 200	121 144	34 509
	251	457 200	519 322	581 134
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	202 092	188 400	7 359	195 759
Greffe et application de la loi	2	256 096	265 608		265 608
Gestion financière et administrative	3	967 086	974 264	46 549	1 020 813
Évaluation	4	22 900	22 575		22 575
Gestion du personnel	5	500	75 594		75 594
Autres	6	144 873	140 843		140 843
▪ Communication	7				
▪	8	1 593 547	1 667 284	53 908	1 721 192
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	904 664	894 571	27 843	922 414
Sécurité incendie	10	338 454	381 000	74 085	455 085
Sécurité civile	11	28 530	17 408		17 408
Autres	12				
	13	1 271 648	1 292 979	101 928	1 394 907
TRANSPORT					
Réseau routier	14	952 314	955 438	466 887	1 422 325
Voirie municipale	15	749 625	746 291		746 291
Enlèvement de la neige	16	56 720	55 827	2 775	58 602
Éclairage des rues	17	34 085	46 997	13 192	60 189
Circulation et stationnement					
Transport collectif	18	147 755	146 147		146 147
Transport en commun	19				
Transport aérien	20				
Transport par eau	21				
Autres	22	1 940 499	1 950 700	482 854	2 433 554
					2 357 105

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
	Eau et égout					
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23 398 356	422 526	68 047	490 573	456 357
	Réseau de distribution de l'eau potable	24 113 676	192 125	121 319	313 444	226 164
	Traitement des eaux usées	25 251 785	236 729	180 712	417 441	469 676
	Réseaux d'égout	26 59 037	43 632	18 452	62 084	64 045
	Matières résiduelles					
	Déchets domestiques et assimilés					
	Collecte et transport	27 126 604	124 869	2 767	127 636	122 666
	Élimination	28 100 000	118 654		118 654	121 170
	Matières recyclables					
	Collecte sélective					
	Collecte et transport	29 85 065	82 226	2 155	84 381	80 069
	Tri et conditionnement	30 39 000	13 088		13 088	45 995
	Matières organiques					
	Collecte et transport	31 72 070	72 088		72 088	69 689
	Traitement	32 38 500	50 930		50 930	44 347
	Matériaux secs	33 71 003	62 239	579	62 818	67 364
	Autres	34 1 100	965		965	887
	Plan de gestion	35				
	Autres	36				
	Cours d'eau	37 4 000				1 207
	Protection de l'environnement	38 33 200	7 412		7 412	34 816
	Autres	39 857	805		805	1 070
		40 1 394 253	1 428 288	394 031	1 822 319	1 805 522
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
	Logement social	41 37 637	35 344		35 344	39 282
	Sécurité du revenu	42				
	Autres	43				
		44 37 637	35 344		35 344	39 282

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
	45	178 476	176 551	7 512	184 063	198 939
	46					
	47					155 346
	48					
	49	55 544	49 288	1 230	50 518	9 058
	50	12 753	12 976		12 976	10 135
	51	42 263	35 711		35 711	38 834
	52	289 036	274 526	8 742	283 268	412 312
LOISIRS ET CULTURE						
	53	101 744	59 173	32 310	91 483	98 783
	54	39 071	28 270	12 491	40 761	42 459
	55	4 798	7 869	41 590	49 459	45 662
	56	199 552	175 541	72 537	248 078	273 445
	57					
	58					
	59	216 598	200 708	5 106	205 814	199 321
	60	561 763	471 561	164 034	635 595	659 670
Activités culturelles						
	61					
	62	154 708	162 314	44 861	207 175	191 037
	63					
	64					
	65	160 621	179 067	1 239	180 306	30 242
	66	315 329	341 381	46 100	387 481	221 279
	67	877 092	812 942	210 134	1 023 076	880 949

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dettes à long terme					
	Intérêts	69	135 123	125 874	125 874	141 453
	Autres frais	70	6 220	6 217	6 217	10 338
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	71				
	Autres	72				
		73	141 343	132 091	132 091	151 791
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 251 597 (	1 251 597)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		57 831
Usines de traitement de l'eau potable	2	7 349	
Usines et bassins d'épuration	3	45 915	
Conduites d'égout	4	525	301 078
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	616 737	2 194 293
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	603 195	163 826
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		433 419
Édifices communautaires et récréatifs	14	158 149	142 688
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	50 420	
Ameublement et équipement de bureau	18	9 495	60 268
Machinerie, outillage et équipement divers	19	70 772	35 921
Terrains	20	27 045	7 508
Autres	21	3 520	
	22	1 593 122	3 396 832

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		57 831
Usines de traitement de l'eau potable	24	7 349	
Usines et bassins d'épuration	25	45 915	
Conduites d'égout	26	525	301 078
Autres infrastructures	27	1 219 932	2 358 119
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	319 401	679 804
	34	1 593 122	3 396 832

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	439 188		18 715	420 473
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 923 220	1 741 270	299 457	5 365 033
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 362 408	1 741 270	318 172	5 785 506
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	888 092		228 315	659 777
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	888 092		228 315	659 777
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	888 092		228 315	659 777
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	888 092		228 315	659 777
	18	5 250 500	1 741 270	546 487	6 445 283
Dette en cours de refinancement	19 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	20			(6 217)	6 217
Dette à long terme	21	5 250 500	1 741 270	540 270	6 451 500

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 451 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	595 410
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	659 777
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	9 116
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	6 378 017
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	6 378 017
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	28 726
Autres organismes	19	422 330
Endettement total net à long terme	20	6 829 073
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	6 829 073
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	13 235	12 429	11 707
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	147 755	146 148	119 942
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	857	805	1 068
Santé et bien-être				
Logement social	16	37 637	35 344	39 282
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	12 753	11 976	10 135
Autres	21	38 663	33 256	34 556
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	32 792	30 793	34 036
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	283 692	270 751	250 726

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 593 122	3 396 832
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 593 122	3 396 832

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	10,38	19 569,00	787 342	156 019	943 361
Professionnels	2					
Cols blancs	3	9,19	14 099,00	383 627	76 616	460 243
Cols bleus	4	14,35	35 670,00	848 199	168 936	1 017 135
Policiers	5					
Pompiers	6	2,04	4 176,00	137 984	15 060	153 044
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	35,96	73 514,00	2 157 152	416 631	2 573 783
Élus	9	7,00		144 977	25 333	170 310
	10	42,96		2 302 129	441 964	2 744 093

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		2 246	22 192		24 438
Réseau de distribution de l'eau potable	5 733				5 733
Traitement des eaux usées	24 829				24 829
Réseaux d'égout					
Autres	243 141	268 609	75 374	104 346	691 470
	273 703	270 855	97 566	104 346	746 470

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	19 208	18 645
	4	19 208	18 645
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	21 845	22 986
Sécurité civile	7	3 198	4 357
Autres	8		
	9	25 043	27 343
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	17 152	16 514
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	17 152	16 514
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	7 103	15 125
Traitement des eaux usées	18	20 891	25 152
Réseaux d'égout	19	11 279	6 426
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	39 273	46 703
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	14 677	25 380
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	15 859	16 307
Autres	38	879	899
	39	31 415	42 586
Réseau d'électricité	40		
	41	132 091	151 791

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pascal Quevillon	Maire	31 638	15 819	8 670	1 582
Yannick Proulx	Conseiller	10 546	5 273		
Jérémie Bourque	Conseiller	10 546	5 273		
Steve Savard	Conseiller	10 546	5 273		
Philippe Aubin-Steben	Conseiller	1 758	879		
Cécile Desnoyers	Conseiller	1 758	879		
Karine Bouchard	Conseiller	1 758	879		
Joëlle Larente	Conseiller	8 788	4 394		
Stéphanie Larocque	Conseiller	7 470	3 735		
Jules Morin	Conseiller	8 788	4 394		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 400 000 \$**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ 3 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☐ 6 ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

16 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 ☒ 19 ☐
20 11 632 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 ☒ 22 ☐
23 74 901 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 ☐ 25 ☒
26 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 ☐ 28 ☒
29 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de Deux-Montagnes
Mandat pour 2020 à 2028

30 ☒ 31 ☐
32 ☒ 33 ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 ☐ 35 ☒
36 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 ☐ 38 ☒
39 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☐ 41 ☒
42 \$

- b) autres formes d'aide

43 \$

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

62 ☒ 63 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

64 2019-11-405

b) Date d'adoption de la résolution

65 2019-11-05

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

66 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

67 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

68 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)

69 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)

70 1

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)

71 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)

72 _____

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

73 56

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)

74 37

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

75 _____

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

76 ☐ 77 ☒

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL

78 645 954 \$

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres

79 210 482 \$

Ministère des Transports

80 63 882 \$

Ministère de la Culture et des Communications

81 40 021 \$

Autres ministères/organismes

82 225 978 \$

83 1 186 317 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité d'Oka,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité d'Oka (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A113000
Municipalité d'Oka, 25 avril 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 575 932
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	197 867
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	28 490
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u><u>5 349 575</u></u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	565 134 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>570 306 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u><u>567 720 000</u></u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>0,9423 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐ 2 ☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 355 089
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	273 185
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	4 628 274

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	527 419
Égout	13	239 521
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	320 984
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000
Service de la dette	20	130 237
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	1 248 161
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	1 248 161
	29	5 876 435

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	98 249
------------------------------	---	--------

Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	300

Taxes d'affaires	3	
------------------	---	--

Compensations pour les terres publiques	4	10 276
---	---	--------

	5	108 825
--	---	---------

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 591
---------------------------	---	-------

Cégeps et universités	7	
-----------------------	---	--

Écoles primaires et secondaires	8	77 181
---------------------------------	---	--------

	9	80 772
--	---	--------

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
------------------------------	----	--

Taxes sur une autre base		
--------------------------	--	--

Taxes, compensations et tarification	11	
--------------------------------------	----	--

Taxes d'affaires	12	
------------------	----	--

	13	
--	----	--

	14	189 597
--	----	---------

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	739 971
------------------------------	----	---------

Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	146 987

Taxes d'affaires	17	
------------------	----	--

	18	886 958
--	----	---------

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
------------------------------	----	--

Taxes sur une autre base		
--------------------------	--	--

Taxes, compensations et tarification	20	
--------------------------------------	----	--

	21	
--	----	--

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
--	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	1 076 555
--	----	-----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1 Taxe foncière générale (taux unique)	x	/100 \$					
2 Taxe foncière générale (taux variés)			3 348 300				
3 Résiduelle (résidentielle et autres)	465 041 703 x	0,7200 /100 \$	28 040				
4 Immeubles de 6 logements ou plus	3 894 390 x	0,7200 /100 \$	391 638				
5 Immeubles non résidentiels	30 837 667 x	1,2700 /100 \$	66 142				
6 Immeubles industriels	5 208 000 x	1,2700 /100 \$					
7 Terrains vagues desservis							
8 Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
9 Autres	6 553 400 x	0,7200 /100 \$	47 184				
10 Immeubles forestiers	x	/100 \$					
11 Immeubles agricoles	58 441 640 x	0,7200 /100 \$	420 780				
Total			4 302 084	(15 000)	()	68 005	4 355 089
Taxes spéciales							
12 Service de la dette (taux unique)			272 448				
13 Service de la dette (taux variés)							
14 Résiduelle (résidentielle et autres)	x	/100 \$					
15 Immeubles de 6 logements ou plus	x	/100 \$					
16 Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
17 Immeubles industriels	x	/100 \$					
18 Terrains vagues desservis							
19 Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
20 Autres	x	/100 \$					
21 Immeubles forestiers	x	/100 \$					
22 Immeubles agricoles	x	/100 \$					
Total			272 448	()	()	737	273 185

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$				
Immeubles industriels	25	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$				
Autres	27	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$				
Total	30			()	()		
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$				
Immeubles industriels	35	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$				
Autres	37	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$				
Total	40			()	()		
Valeur locative							
imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%	()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	_____ \$
Égout	2	_____ \$
Eau et égout	3	241,00 \$
Traitement des eaux usées	4	_____ \$
Matières résiduelles	5	178,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau - secteur usine	340,0000	7 - autres (préciser)	par logement
Eau - secteur puits	232,7000	7 - autres (préciser)	par logement
Eau - secteur usine - St-Sulpice	290,0000	7 - autres (préciser)	par logement
Eau - compteur d'eau	1,3500	7 - autres (préciser)	par mille gallons
Égout - Abbaye d'Oka	1 100,0000	7 - autres (préciser)	par immeuble
Piscine hors terre	55,0000	7 - autres (préciser)	par unité
Piscine creusée	100,0000	7 - autres (préciser)	par unité
2008-78 - Aménagement parcs	38,1300	7 - autres (préciser)	par logement
2018-173 - Vidange des boues	15,1400	7 - autres (préciser)	par logement
2018-183 - Aqueduc rue de la Pinède	2 170,0600	7 - autres (préciser)	par immeuble
2020-216 - Réfection routière	20,7400	7 - autres (préciser)	par immeuble

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière								
Générales	1		406 378	68 631		50 317	29 902	448 715
De secteur	2							
Autres	3							
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
Service de la dette	4							
Autres	5							
Taxes d'affaires								
Sur la valeur locative	6							
Autres	7							
	8		406 378	68 631		50 317	29 902	448 715

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité				Immeubles forestiers		Résidentielles		Résiduelle		Total
								Agriculture	Autres	
								Résidences		
Taxes sur la valeur foncière										
Générales	1				3 618 089				6 242	4 628 274
De secteur	2									
Autres	3									
Taxes sur une autre base										
Taxes, compensations et tarification										
Service de la dette	4								130 237	130 237
Autres	5								1 087 924	1 087 924
Taxes d'affaires										
Sur la valeur locative	6									
Autres	7									
	8				3 618 089				1 224 403	5 846 435

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 ☒ 2 ☐

3 ☐ 4 ☒ 5 ☐

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

6 ☐ 7 ☒ 8 ☐

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

9 ☐ 10 ☒ 11 ☐

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :

12 ☐ 13 ☒ 14 ☐

15 ☐ 16 ☒ 17 ☐

18 ☐ 19 ☒ 20 ☐

2021

2022

21 _____ \$

22 _____ \$

- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :

2021

2022

23 _____ \$

24 _____ \$

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

25 ☐ 26 ☒

3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :

- une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM
- une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

27 ☐ 28 ☒

29 ☐ 30 ☒

4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?

31 ☒ 32 ☐

Si oui, indiquer le montant.

33 _____ 329 713 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	<u> </u>	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2022-01-25</u>	
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	<u>8 133 202</u>	\$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>385 380</u>	\$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>142 520</u>	\$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	<u>302 735</u>	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Charles-Élie Barrette, atteste que le rapport financier de Municipalité d'Oka pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité d'Oka.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité d'Oka consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité d'Oka détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-02 09:18:31

Date de transmission au Ministère : 2022-05-06